

Crise postélectorale

Manifestations et arrestations des militants du Mrc à Douala et Yaoundé



- Le week-end a été ponctué par des marches notamment dans la capitale économique.
- Une cinquantaine de manifestants qui ont tenté de braver l'interdiction, ont été amenés manu militari à la PJ de Bonanjo.

P.5

Solution to the Anglophone crisis

Dr Fontem, Agbor Balla, Cardinal Tumi and co suggest federalism as the only to end crisis

P.4



Anglophone crisis

John Fru Ndi accuses some government ministers of transforming crisis into arm robbery

P.4

Emprunt obligataire

09 institutions financières garantissent 121,5 milliards FCFA

P.7

Formation professionnelle

Le défi de la co-diplomation

P.9

Maroua

Le combat pour l'amélioration des conditions de vie des détenus

60 millions de FCFA leur ont été offerts par l'Agence Italienne de coopération et de développement.

Vendredi dernier, a eu lieu à la prison centrale de Maroua, une cérémonie de remise de dons. Ceux-ci, qui se chiffrent à 60 millions de frs cfa, sont une initiative de l'Agence Italienne de coopération et de développement, en partenariat avec la communauté de Saint Egidio du diocèse de Maroua-Mokolo. Ces dons étaient constitués de frigos, de tables-bancs, ventilateurs, lits, matelas, brouettes, bidons vides, vêtements, chaussures, tableaux, ordinateurs... Un moment de partage et de joie qui a entraîné l'adhésion des détenus. Selon Kala Harissou, leur porte-parole, «Si la prison est habituée à recevoir des dons, cette fois-ci le geste est assez particulier au vu de la quantité et de la qualité des matériels offerts».

Des remerciements qui n'ont pas manqué d'émouvoir les donateurs. Par la voix du coordinateur l'Agence italienne



A la prison de Maroua

de coopération de développement, Emmanuel Eveti, l'on apprendra que « Le don que nous offrons ce jour aux détenus,

prioritairement aux déplacés et réfugiés dus à Boko Haram, est une réponse à l'oreille attentive que nous

avons toujours tendue aux appels de la prison ». Il ajoutera que « notre souci est de voir leurs conditions de vie améliorées,

leur dignité respectée et leur réinsertion socioéconomique assurées».

Félix Swaboka

Can 2019

80 tonnes de matériel pour les finitions

Des équipements d'une valeur de près de 2 milliards de Fcfa, constitués d'éléments de la structure métallique de la couverture du stade, des revêtements du sol, du carrelage et des pièces des constituants électromécaniques sont arrivés à Garoua.

Un avion-cargo de marque Boeing 747-400 en provenance de Porto au Portugal a atterri ce dimanche 28 Octobre à 12H 30mn, à l'aéroport international de Garoua transportant près de 80 tonnes de matériel. Des équipements d'une valeur de près de 2 milliards de Fcfa et constitués d'éléments de la structure métallique de la couverture du stade, des revêtements du sol, du carrelage et des pièces des constituants électromécaniques.

Selon le Country Manager de la société Mota-Engil au Cameroun, Jorge Nelson Rocha « le fait de pouvoir faire atterrir cet avion directement à Garoua, va permettre de gagner au moins 5 à 6 semaines sur le timing initial, malgré le surcoût lié à cette option ».

L'acheminement vers les sites a été réalisé. La société Mota-Engil au Cameroun s'engage donc à livrer les chantiers dans les délais, pour que le Cameroun ait de bonnes infrastructures pour cette Coupe d'Afrique des Nations très attendue par le pays et tout le continent. A Garoua, Mota-Engil Africa qui procède actuellement à la réhabilitation et à l'extension du stade RoumdéAdjia, à la construction du stade annexe de mille places couvertes et à la construction d'un hôtel quatre étoiles de soixante-dix chambres, se dit certain à cent pour cent d'atteindre ses objectifs. Et, l'arrivée des équipements par avion participe de la stratégie de l'entreprise pour rattraper les éventuels retards qu'on aurait pu noter çà et là. «C'est la raison pour laquelle on a pris l'option de faire venir un vol directement de Porto (Por-



Les matériels de Mota Engil.

tugal) en six heures de temps, au lieu de prendre trois se-

maines ou un mois par mer», affirme Raoul Bertrand

Mbenjo.

Félix Swaboka

Planning Familial

Des technologies nouvelles dans le réseau ProFam

L'atelier de formation de l'équipe du Programme d'Accès aux Services de la Santé de la Reproduction à l'utilisation de nouvelles technologies s'est tenu à Garoua du 23 au 25 octobre 2018.

Se maintenir au niveau des standards internationaux en matière de qualité de services est une préoccupation permanente du staff dirigeant du Programme d'Accès aux Services de la Santé de la Reproduction (PAS/SR) à travers le réseau ProFam. C'est fort de ceci que ce programme, mis en œuvre dans les régions septentrionales et de l'Est, sous un financement bilatéral du Cameroun et de l'Allemagne, a décidé de recourir aux technologies nouvelles dans le déploiement de son volet « Assurance Qualité ».

Le HNQIS (Health Network Quality Improvement System) est une application développée par Population Services International (PSI), pour permettre aux Coordinateurs Assurance Qualité (CAQ) de son réseau mondial de mener efficacement les visites de supervision et d'assurer le



Pendant l'atelier

suivi des prestataires de soins de santé.

L'atelier de formation de l'équipe du Programme d'Accès aux Services de la Santé de la Reproduction (PAS-SR) a regroupé 38 participants, essentiellement les-

Coordonnateurs Assurance Qualité. La session de formation a été officiellement lancée par Dr Salifou COMPAORE, Chief of Party du PAS-SR et facilitée par Aliou Boubacar Diarra, Chargé M-Health à PSI Mali et

formateur des utilisateurs finaux du HNQIS pour les pays d'Afrique francophone. L'atelier s'est achevé le 25 octobre 2018 sur une note de satisfaction des participants, désormais bien outillés pour relever le

défi de la qualité des services de planification familiale fournis par environ 800 prestataires des 377 formations sanitaires du réseau ProFam.

Félix Swaboka

Ngaoundéré

78 infirmiers diplômés d'Etat prêtent serment

Ils se sont engagés à respecter la déontologie qui encadre l'exercice du métier au cours d'une cérémonie solennelle.

Créée en 2002, l'école des infirmiers diplômés d'Etat de Ngaoundéré a officiellement ouvert ses portes en 2008. A ce jour, l'école a formé des centaines d'infirmiers qui font les beaux jours des hôpitaux et centres de santé du triangle national et des pays voisins. La cérémonie de prestation du serment d'Hippocrate du 24 octobre 2018 à la salle de fêtes du Bois de Mardock a

été présidée par le gouverneur de la région, Kildadi Taguiéké Boukar. Les récipiendaires issus des 5^e, 6^e, 7^e et 8^e promotions de l'Ecole des Infirmiers Diplômés d'Etat de Ngaoundéré, devront désormais se frotter aux réalités du marché de l'emploi et du terrain. Par l'acte de prestation de serment, ils intègrent le corps de la santé avec à la clé des défis. « Je suis vraiment prête à gérer la mission qui m'est confiée. On va

faire de notre mieux pour satisfaire la population », confie une lauréate. Ces différentes cuvées d'infirmiers ont reçu pour nom de baptême, « La promotion Dr. Hassimi Mouhamadou » qui est par ailleurs, directeur de l'hôpital régional de Ngaoundéré. En tant que parrain, l'homme mesure la responsabilité qui est la sienne et il a pris l'engagement d'accompagner les lauréats dans la voie de l'intégration socio-professionnelle.

« On les a encadrés comme élèves et aujourd'hui on doit les encadrer dans la promotion de la santé au sein des hôpitaux que nous avons », a-t-il rassuré. Après 3 ans de formation, le directeur de l'Ecole estime que les fruits de son établissement seront à la hauteur des défis sur le terrain. « Ce sont des professionnels de la santé qui ont formé ces élèves infirmiers diplômés d'Etat. Concernant la qualité de la

formation, il n'y a pas de doute », note Mohamadou Oumarou. En dehors de l'exaltation de la qualité de la formation, ils se doivent être des personnels de santé soucieux de la qualité des soins à administrer aux patients, tel que souhaité par le délégué régional de la santé publique dans l'Adamaoua, Dr. Zakari Yaou Alhadji. « Ils doivent être prêts à servir, à offrir des soins de qualité aux patients ».

Louis Baassid

John Fru Ndi accuses some members of government of infiltration and transforming into arm robbery, the Anglophone struggle

The Chairman of the Social Democratic Front (SDF) while visiting his destroyed home at Baba II lamented at the rate at which the population of the Anglophone regions are being terrorized.

Ni John Fru Ndi, National Chairman of the SDF while visiting his Baba II residence destroyed last week by secessionists seized the opportunity to lament on a certain number of issues especially the Anglophone crisis. He accused some government ministers for invading and transforming into arm robbery, the Anglophone struggle which according to him is genuine. According to the SDF Chair, different groups of bandits have been created to terrorize and extort money from population. He went ahead to say that the population has suffered a lot since this struggle began and is still suffering. "You cannot be fighting to liberate a people, yet, they are the victims of human right abuses daily and injustice", John Fru Ndi told the press, in Baba II where his house was set on fire. The SDF scribe condemned the attitude of the Amba

boys especially their intimidations and threats as he told them that it won't scare him adding that he will only die when God permits it. On the reason of the arson attack, Ni John Fru Ndi said that his home was attacked because he was accused of working with local authorities. "After my arrival in Bamenda, my driver, Salifu Waziru, was shot in the ankle at the fish pond hill towards the Bamenda food market as he returned home after dropping me...I saw this as an attack on the people because this was recurrent...so I went to see the governor to warn him about the actions of the military...since these boys have their agents all over, they reported to them that I went to the governor for him to send soldiers to fight them. That night they relocated from their hide out. Next day they decided to burn my house. I'm told before burning they looted property," Fru Ndi revealed. "The leadership of Ambazo-



Ni John Fru Ndi, National Chairman of the SDF.

nia should re-orientate what they are fighting for because they cannot be fighting to restore Anglophones and the Anglophones are

suffering much more from them" he said. He called on the government whom to him has failed to address the Anglophone

problem when it escalated, to take urgent measures before things get out of hand.

By Amos Muang Nsah

Some Cameroonians suggest federalism as the only way to solve the Anglophone crisis

Dr Fontem Neba one of the former individuals that were spearheaded the Anglophone crisis at the beginning has resurfaced by holding a federalist conference over the weekend along side Abgor Balla, Christian Cardinal Tumi and Edith kah Walla. The Federalist General Assembly we are informed, held on Saturday at the Bowie Library, U.S under the theme "Federalism: the path to unity in diversity" was led by some of the key actors in the ongoing struggle to resolve the Anglophone crisis and might one of those meetings which might proof crucial in the months ahead as interna-

tional pressure mounts on Biya regime for inclusive dialogue to solve the Anglophone crisis. The Federalist Conference brought together Anglophones who believe in federalism as a solution to resolving the crisis in the North West and South West regions of Cameroon. Key speakers at the conference included Dr. Simon Munzu as well as Dr. Fontem Neba who was one of the major leaders back in 2016 when the current crisis started but quickly disappeared from the spotlight when he was released from prison back in August 2017. His partner at the time Agbor Balla Nkongho participated by teleconferencing as well as Edith Kah Walla, a vocal cri-



Agbor Balla and Dr Fontem Neba (L-R)

tic of the regime and one of the prominent female voices of the country and His Eminence Cardinal Tumi who was represented at the conference.

The conference that brought together key actors of the Anglophone crisis comes at a period the All Anglophone Conference has been planned to hold in

Buea, South West region in November as a means to seek long lasting solutions to the crisis.

By Amos Muang Nsah

Douala-Yaoundé

Le Mrc manifeste

Le week-end a été agité.

Vendredi soir, un tract non signé circulait déjà sur les réseaux sociaux appelant à la « résistance nationale au hold-up électoral ». Voulant respecter son programme de résistance pacifique, le parti de Maurice Kamto a engagé des actions samedi et dimanche. D'abord dans la capitale économique samedi, où malgré le déploiement des forces de sécurité et de défense, une kyrielle de militants du Mrc, ont bravé l'interdit pour marcher à mains nues au niveau de la vallée Bessengue et sur le pont du Wouri. Ils arboraient cependant des t-shirts sur lesquels était écrit « non au hold-up électoral ». Il n'en fallait pas plus pour créer les bases d'un affrontement. Des éléments de la police et de la gendarmerie ont encerclé le siège du MRC à Douala dès le matin pour empêcher

les militants de ce parti de se rendre à la manifestation pacifique. Jets de gaz lacrymogène, beaucoup d'arrestations, dont Me Michèle Ndoki, qui a brillé lors des plaidoiries devant le conseil constitutionnel durant le contentieux postélectoral. Selon un tweet de KahWallah, 58 personnes au total ont été arrêtées. Retenues pour la plupart dans les locaux de la police judiciaire de Bonanjo à Douala, a indiqué Paul-Eric Kingue, poids lourd du camp Kamto et ancien directeur de campagne du candidat. Un avocat, Me Bayo, a été blessé par la police. De nombreux militants du Mrc, se sont rués à la PJ, pour réclamer la libération des leurs. Au cours d'une conférence de presse organisée dans l'après-midi de samedi, Olivier Bibou-Nissack, porte-parole de Maurice Kamto, dira qu'un « programme national de résistance n'est pas un pro-



Me Ndoki lors de son arrestation

gramme national d'insurrection ».

Finalement, les personnes arrêtées seront libérées tard dans la nuit de samedi. A Yaoundé aussi, hier, devant la cathédrale Notre

Dame des Victoires, une dizaine de manifestants du Mrc se sont également pointés. Ils ont été appréhendés par la police et la gendarmerie qui ont établi un cordon de sécurité.

On a également dénombré des manifestations dans la diaspora, notamment à Washington, Paris, Londres.

Kami Jefferson

Déclaration d'Atanga Nji

Le Minat menace

La sortie du 26 Octobre 2018 du Minat ne semble pas avoir réduit les vellétés de certains citoyens.

Le 26 Octobre 2018, Paul Atanga Nji, le ministre de l'administration territoriale (Minat) donnait un point de presse au cours duquel, il précise que le processus électoral pour la présidentielle est achevé puisqu'on est parti de la convocation du corps électoral, jusqu'à la proclamation des résultats par le Conseil Constitutionnel. D'ailleurs, le Minat rappelle que « la prestation de serment du président S.E. Paul viendra couronner un processus électoral qui s'est déroulé de manière pleinement satisfaisante de l'avis de la plupart des observateurs ».

Mais au regard des revendications qui continuent de se poser, Paul Atanga Nji prévient contre d'éventuelle ennuis judiciaires pouvant conduire à la peine capitale. « Tous ceux qui seraient tentés de violer les Lois de la République auront à répondre devant les instances appropriées et subiront toute

la rigueur de ces mêmes lois ». Il faisait allusion à la loi contre le terrorisme et celles organisant les libertés publiques au Cameroun en ceci que « ledit candidat et son entourage n'ont cessé de multiplier les provocations ». Il fera d'ailleurs savoir que le statut d'ex-candidat à la présidentielle ne confère aucune immunité.

Autrement dit, les auteurs de troubles sont menacés de mort suivant les dispositions de l'article 5 par la loi du 23 décembre 2013 portant répression des actes de terrorisme.

D'une façon claire et précise, Paul Atanga Nji veut imposer l'ordre traditionnel qui est actuellement en difficulté. D'abord par la contestation continue des résultats par le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) qui Maurice Kamto qui s'est exprimé dans une vidéo, mais aussi et ensuite par l'autre candidat perdant du parti Univers, Cabral Libii qui a vu deux de ses conférences de



Lors de la conférence de presse

presse interdites.

Crise post-électorale ?
De plus, retient-on du bref point de presse, « le Chef de l'Etat avait donné des instructions fermes à l'Administra-

tion en vue de la sécurisation du processus électoral afin que cette élection majeure, dans la vie de notre pays, se déroule dans le calme et la sérénité ». « Ce double pari a été très largement atteint (...)

sans incident majeur ». Par conséquent, les manifestations publiques doivent, désormais de nouveau se dérouler dans les conditions prévues par la Loi ».

Hervé Ndongong

Cemac

Les chefs d'Etat réitèrent leur engagement en faveur d'une sortie de crise coordonnée

Réunis le 25 octobre, à Ndjamena, la capitale du Tchad, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dans le cadre d'un sommet extraordinaire, ont réitéré leur engagement en faveur d'une sortie coordonnée de crise dans la sous-région.

Acet effet, la conférence des chefs d'Etat encourage la Banque centrale commune au Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad, à poursuivre l'application de toutes les mesures de son ressort, nécessaires à la stratégie de crise, au redressement des économies de la CEMAC et au maintien de la stabilité monétaire et financière.

Il a été demandé à la Commission de renforcer la supervision prudentielle des établissements de crédit afin de garantir la stabilité du système bancaire sous-régional.

Par ailleurs, la Conférence des chefs d'Etat a instruit les ministres en charge des négociations ou du suivi du programme économique



Photo de famille

avec le Fonds monétaire international de faire montre d'une détermination sans faille dans la mise en œuvre des réformes indispensa-

bles au redressement économique de la sous-région. C'est depuis décembre 2016 que les pays de la CEMAC ont accepté de

façon consensuelle de se mettre sous programme FMI. Et pour cause, leur taux de croissance a chuté à -0,4% en 2016, niveau ja-

mais atteint au cours des 15 dernières années. Et les soldes budgétaires étaient tous déficitaires.

Oscar Onana

Pour le Fmi

La Sonara est la principale source de risque pour le système bancaire camerounais

Le Fonds monétaire international (FMI) vient de commettre une étude sur l'économie du Cameroun. Ladite étude tend à démontrer que la Société nationale de raffinage (Sonara) est la principale source de risque pour le système bancaire camerounais.

En effet, explique le FMI, la Sonara totalise 65 % des dépôts des entreprises publiques et 62 % des crédits ; 87,9 % de sa dette est d'échéance inférieure à un an. C'est dans ce sens, ajoute l'institution de Bretton Woods, que « la Sonara reste la principale responsable du risque direct pesant sur le système bancaire émanant des entreprises publiques, en termes de grande exposition et de risques de liquidité et de crédit ».

« Parmi les 6 banques qui ont une exposition nette positive à la Sonara, l'une a des fonds

propres négatifs, trois ne rempliront pas l'exigence minimum de fonds propres en cas de défaut de la Sonara et deux banques perdront respectivement 85 et 50 % de leurs fonds propres excédentaires respectifs.», révèle l'étude.

Néanmoins, relève le FMI, la diminution de la dette (près de 1 800 milliards FCFA) auprès des fournisseurs entre 2014 et 2016 s'explique par la baisse des prix du pétrole.

Aussi, l'emploi de 100 milliards FCFA des 750 millions de dollars d'eurobonds émis en 2015, a aidé à rembourser des obligations d'Etat détenues par la Sonara en 2016.

O.O



Assurance

Le marché des assurances au Cameroun pèse 185,7 milliards FCFA

Dans une note publiée ce 25 octobre, le ministère des Finances fait l'état du marché des assurances au Cameroun. La période de référence choisie est l'année 2016.

Selon le ministère des Finances, 26 compagnies animent le marché camerounais des assurances : 16 sociétés dans la branche non vie « IARDT » et 10 sociétés dans la branche « VIE », dont Wafa Assurance Vie et ACAM Vie qui ont fait leur entrée sur le marché, au cours de l'année 2016. Les sociétés et intermédiaires d'assurance ainsi que les experts techniques sont les principaux acteurs de ce marché. Le chiffre d'affaires du secteur s'élève à 185,7 milliards FCFA en 2016, en augmentation de 1,9% par rapport à 2015. La branche « IARDT » représente 70,75% des parts de marché. Dans la branche non vie, les encaissements progressent de 0,6% pour s'établir à 131,4 milliards FCFA. Avec une part de

marché de 15,6% et un volume de primes de 20,4 milliards FCFA, AXA Assurances est en tête du classement des sociétés non vie. Axa Assurances est suivie par la Société Africaine d'Assurances et de Réassurance (18,9 milliards FCFA), ACTIVA Assurances (17,7 milliards FCFA) et Allianz Cameroun (13,4 milliards FCFA). A elles seules, ces quatre compagnies accaparent 53,6% du marché non vie. Le marché vie affiche, quant à lui, une croissance de 5,38% à 54,33 milliards FCFA. Il est dominé par quatre compagnies qui totalisent près de 85,6% de l'ensemble des souscriptions vie : Allianz vie (18,7 milliards FCFA), Beneficial Life (10,3 milliards FCFA), SUNU Assurances Vie (9,9 milliards FCFA) et ACTIVA Vie (7,6 milliards FCFA).

Oscar Onana



Emprunt obligataire

09 institutions financières garantissent 121,5 milliards FCFA

Le gouvernement camerounais a lancé, le 25 octobre 2018 dans la capitale, le roadshow pour son emprunt obligataire de 150 milliards de francs Cfa, à souscrire du 29 octobre 2018 au 9 novembre 2018.

Selon la présentation faite aux investisseurs à Yaoundé, avant que la caravane se déporte ce 26 octobre 2018 à Douala, la capitale économique du pays, neuf banques et institutions financières locales ont déjà garanti une enveloppe de 121,5 milliards de francs Cfa, afin d'assurer le succès de cette opération de levée de fonds.

Il s'agit des trois arrangeurs de l'opération que sont Société Générale Cameroun, Afriland First Bank et EDC Investment, puis du syndicat de placement de cet appel public à l'épargne, constitué de la BICEC, Ecobank, UBA, BGFI, SCB Cameroun et Financia Capital. Grâce aux prises fermes de ces neuf établissements financiers, le gouvernement camerounais ne recherche en réalité plus que 28,5

milliards de francs Cfa, afin de compléter l'enveloppe recherchée à travers ce nouvel emprunt obligataire lancé à la Bourse de Douala (DSX).

Cependant, selon le consortium des arrangeurs et le syndicat de placement, une partie de ces prises fermes pourrait être placée auprès du grand public si, particuliers et entreprises manifestent de l'engouement à souscrire à cet appel public

à l'épargne du gouvernement camerounais; pour lequel une surallocation n'est pas exclue, en cas de sursouscription.

Ce nouvel emprunt obligataire de l'Etat du Cameroun, le 5ème depuis l'année 2010, est destiné à financer une quarantaine de projets en cours dans les dix régions du pays. Il est assorti d'un taux d'intérêt annuel de 5,6%, tout au long de la durée de maturité

(2018-2023) de l'emprunt.

L'obligation coûte 10 000 francs Cfa, et le minimum à souscrire est de 300 000 francs Cfa, soit 30 obligations. Baptisé «ECMR 5,6% net 2018-2023», cet emprunt sera ensuite coté à la DSX, dans le cadre du marché secondaire, afin de permettre les échanges de titres entre les investisseurs.

O.O

Garoua

La colère des éleveurs de porcs

Ils n'ont jamais été indemnisés après l'abattage de 26 000 animaux, suite à la peste bovine qui a éclaté en 2010.

La filière bovine est fortement menacée dans la région du Nord. C'est en effet en 2010 que des mesures avaient été prises par les pouvoirs publics pour porter une estocade à la peste porcine qui sévissait dans cette partie du Cameroun. Des contingents de porcs avaient alors été abattus. Marcel Kasimir, président de confédération des acteurs de la filière porcine du Nord, avait vu ses 126 porcs tués. Comme seul souvenir, un certificat d'abattage qui lui a été remis.

Sauf que comme lui, de nombreux éleveurs n'ont reçu de la part de l'Etat, aucune indemnité. De quoi créer une opposition avec les pouvoirs publics. Le délégué régional du Minepia indique que « L'Etat Camerounais a abattu les porcs pour faire en sorte que la

peste bovine africaine disparaisse. Après l'abattage, le secteur a recommencé à se développer et un l'effectif important est enregistré, et en 2014 d'autres cas d'épidémies sont réapparus dans la région de l'Extrême-Nord et nous avons pris des mesures adéquates pour que cela ne puissent plus arriver ici dans la région du nord ». Sauf que les éleveurs se sentent abandonnés par l'Etat, alors que des informations font état de ce que le gouvernement aurait débloqué 100 millions pour dédommager les régions touchées, à raison de 30 millions par région.

Seulement, le Minepia soutient que ce montant n'était pas l'équivalent d'une indemnisation. Il était plutôt question de financer le repeuplement. On devait mettre à la disposition de chaque éleveur un couple de porcelets.

Félix Swaboka



Des porcs

Secteur agricole

Greenpeace-Afrique dénonce la mauvaise gestion de 18 milliards

L'Ong invite le gouvernement du Cameroun à améliorer la recevabilité dans ce secteur.

Parce que plus de 18 milliards de francs CFA du programme Riz-Maïs-Manioc ont été mal gérés, Sylvie Djacobou, la responsable de la campagne forêts pour Greenpeace Afrique est inquiète. Cela est « déplorable » pour le programme Riz-Maïs-Manioc au Cameroun. Et pour cause, la transparence et la recevabilité posent problème dans « la gestion de nos ressources financières, la recherche pour la sécurité alimentaire et l'emploi dans le secteur agricole sera continuellement une farce », avoue-t-elle.

À ce propos, Greenpeace Afrique rappelle que le programme était destiné à cultiver dix mille hectares de maïs et de riz, et que depuis la signature de l'accord de prêt entre le Cameroun et l'Inde il y a neuf ans, les camerounais n'ont toujours pas vu sa mise en œuvre. La représentation nationale de l'organisation non-gouvernementale relève des soupçons des pots-de-vin obligatoires qui « ont maintenu de nom-

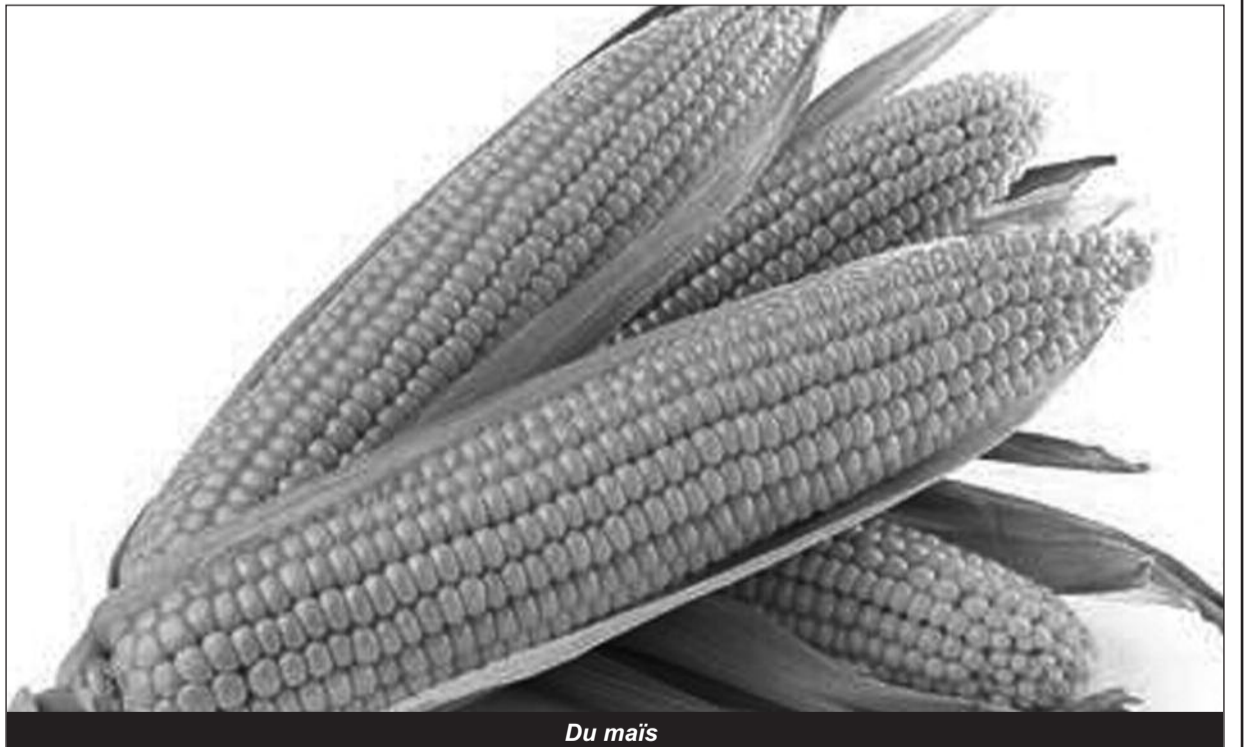
breuses initiatives de mise en œuvre dans les tiroirs des bureaux-crates ».

Pour Sylvie Djacobou « c'est triste, considérant que de nombreux Camerounais n'ont pas une alimentation adéquate ».

Sur un tout autre plan, cela suscite des inquiétudes lorsqu'on sait que « les supposés productions étaient destinés à approvisionner la Société de Transformation du Manioc de Sangmelima (SOTRAMAS) et non les consommateurs camerounais ordinaires ».

Considérations politiques

Cette situation met au-devant de la scène des préoccupations liées au fonctionnement de la bureaucratie actuelle. Car pour les acteurs de la société civile, « depuis plusieurs décennies, le régime en place a fait une fausse propagande pour la réduction des importations de produits alimentaires améliorés » s'appuyant sur la modernisation du secteur agricole au Cameroun. Aussi, à son grand regret, « comme certaines initiatives gou-



Du maïs

vernementales, Greenpeace Afrique s'inquiète du processus et du manque de transparence et de responsabilité dans sa mise en œuvre ». Elle note d'ailleurs qu'ont été affectés dix mille hectares de forêt pour une agriculture industrielle, sans une bonne

évaluation est inquiétante. Dès lors « Greenpeace Afrique appelle le gouvernement camerounais à améliorer son processus de recevabilité et de transparence dans la gestion des ressources publiques ». Aux responsables camerounais, elle pro-

pose d'investir dans l'agriculture écologique et vers la réalisation de la modernisation de l'agriculture au grand bénéfice des citoyens ordinaires, les premiers bénéficiaires de tels programmes ».

Hervé Ndongong

Formation professionnelle

Le défi de la co-diplomation

Ce concept englobe de nombreuses particularités.

La co-diplomation est justement une particularité dans la formation professionnelle au Cameroun. Précurseur de ce concept au Cameroun, Sup de Co Yaoundé ou école supérieure de commerce est un établissement d'enseignement supérieur de gestion. Elle forme aux diplômes de Master in Management, de Master of Business Administration et un diplôme supérieur qui est le doctorate of business administration (DBA). Hormis le BTS qui forme aux diplômes nationaux, elle dispose de toutes les filières qui sont autorisées par le gouvernement camerounais. Dans son corps de métier, elle forme en finances, contrôle de gestion, audit, marketing, gestion des ressources humaines et stratégie. Notons que c'est un établissement de formation bilingue.

Elle a comme particularité la co-diplomation, c'est-à-dire qu'un étudiant dispose d'un diplôme signé à la fois par les partenaires français de cette école et le recteur de Yaoundé II.

En effet, compte-tenu du partenariat que Sup de Co Yaoundé a avec les grandes écoles de formation du réseau Sup de Co, à l'instar de l'école supérieure de gestion de Paris et Sup de Co la Rochelle, elle délivre des diplômes avec des signatures françaises et camerounaises. La signature camerounaise étant celle du recteur de l'université de Yaoundé II, qui représente le ministre de l'enseignement supérieur, et la signature française faite par le Directeur général de l'école supérieure de commerce de Paris. « Nous avons des étudiants qui choisissent de faire leur dernière année en France chez nos partenaires et ce sont eux qui ont le double di-



plôme », rapporte Robert Nyangang, Directeur général de Sup de Co Yaoundé, dont la création date de septembre 2004.

Rosette Ombessack

Interview Robert Nyangang

« La co-diplomation confère aux étudiants un statut international »

Le Directeur général de Sup de Co Yaoundé nous donne des éclairages sur la co-diplomation.



Quels sont les avantages de la co-diplomation ?

La loi dispose que si vous avez un diplôme étranger ou signé à l'étranger, vous devez soumettre ce diplôme à la commission des équivalences

du ministère de l'enseignement supérieur, qui apprécie l'équivalent de ce diplôme par rapport aux diplômes universitaires nationaux. La co-diplomation nous dispense de cette commission des équiva-

lences, puisque ces diplômes qui sont signés en France sont déjà cosignés localement par le recteur de l'université de Yaoundé II. Le deuxième avantage est que ça confère aux étudiants un statut international, et donc, il y a une grosse facilitation dans la recherche des emplois. Un pourcentage d'environ 85% de nos diplômés en double diplôme sont tous en entreprise à l'international, soit en France, soit au Canada et dans tous les pays d'Amérique du Nord, d'autres en Italie. Et d'autres dans les pays d'Afrique : Côte-d'Ivoire, Sénégal...

D'où vous êtes venus l'idée de mettre sur pied cette école de formation supérieure ?

L'ouverture de Sup de Co Yaoundé procède du fait que moi-même je suis diplômé de Sup de Co France. Mais je n'ai pas eu à payer parce que je l'ai fait à la faveur du gouvernement camerounais, qui

avait demandé à obtenir pour moi de la France une bourse spéciale d'étude supérieure sur fonds d'aide et de coopération (FAC). En effet, une année de scolarité à Sup de Co en France coûte 10 millions. Alors, si vous avez eu votre baccalauréat et que vous comptez faire Sup de Co en France, il faudrait compter 10 millions fois 5 ans, ça fait 50 millions. Etant ancien de ce système, et eu égard au coût élevé de la formation dans ce domaine, j'avais sollicité de mes anciennes écoles de m'appuyer pour ouvrir une école similaire au Cameroun. Ils m'ont donné leur accord et j'ai soumis cette demande au ministère de l'enseignement supérieur, qui m'a appuyé en donnant son autorisation pour l'ouverture. Et depuis, on fonctionne avec l'appui de ces écoles partenaires.

Quelles sont les perspectives d'avenir ?

Nous avons 15 ans et au terme de cette quinzième

année, nous avons mis sur le marché à peu près 600 diplômés au grade de master en sciences de gestion. Parmi lesquels environ une centaine de double diplômés. Et depuis l'année dernière, nous sommes passés à la formation au Master of Business Administration (MBA). Et à partir de cette rentrée, nous sélectionnons des anciens étudiants qui ont déjà obtenu leur master en sciences de gestion et fait au moins 05 années d'expérience professionnelle en entreprise, pour leur donner la possibilité d'aller dans le domaine de la recherche en gestion, pour préparer le doctorate of business administration. Et nous venons de signer une convention dans ce sens-là avec l'académie française de management à Paris. Les premières sélections vont commencer au mois de novembre.

Propos recueillis par R.O.

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Indomitable Lions of Cameroon to challenge, five-time World Cup winners Brazil on 20 November in Milton Keynes

The boys of Clarence Seedorf will next month clash with Brazil in an international friendly as part of Cameroon's preparation for their next 2019 AFCON qualifier. This will be Clarence Seedorf's 4th match with Cameroon as headcoach. The friendly was confirmed on the Brazilian Football Association's twitter page. Cameroon are preparing to host the 2019 Africa Cup of Nations and the Brazil game comes just four days after they are supposed to play against Morocco in a qualifier. It will be the sixth encounter between Cameroon and Brazil, who have won four and lost one of the previous meetings. Stadium MK is home to fourth-tier side Milton Keynes Dons and can hold 30,500 people. The Indomitable Lions only win was a 1-0 victory at the 2003 Confederations Cup in France. The most recent meeting between the two was at the 2014 World Cup as hosts Brazil won 4-1 in a group match.

By Amos Muang Nsah



Some players of the Indomitable lions

CAF experts begin fourth inspection tour of infrastructure to host the 2019 AFCON

A delegation of experts from the security Committee of the Confederation of African Football (CAF) are in Cameroon for their fourth inspection tour of infrastructure to host the 2019 AFCON. Apart from inspecting sports infrastructure, the delegation is going to lay emphasis on the security issues in the sites within the framework of Cameroon's readiness ahead of the hosting of next year's Total AFCON. The team began work on Saturday October 27 in Yaounde, before moving over to Garoua in the North region. The CAF delegation during their stay in the country are expected to visit all the six stadiums that will host Africa's biggest sports

jamboree, notably; Limbe, Bafoussam, Douala, Garoua, Ahmadiou Ahidjo and the Olembe stadiums till November 1, 2018.

Before this visit, the Local organizing Committee for the Total AFCON Cameroon 2019 (COCAN) met in Yaounde to draft a global strategy in the area of security as well as a repertoire of the effective deployment of manpower and equipment on the competition venues and training grounds, lodging facilities and fan zones.

The COCAN members are therefore expected to take round the CAF team in the six sites to show to them how ready Cameroon is, in this aspect that is security.

By Amos Muang Nsah



Olembe stadium under construction

Centrafrique

Le président de l'Assemblée nationale destitué, une première

Le président de l'Assemblée nationale centrafricaine Abdou Karim Meckassoua a été destitué ce vendredi 26 octobre, après le dépôt d'une pétition la semaine dernière l'accusant notamment de détournements de fonds et de favoritisme.

Après plusieurs heures de débat dans l'hémicycle, les députés centrafricains ont finalement voté à bulletin secret. Les chiffres ont été égrainés dans le silence. Il fallait 93 voix pour faire tomber le président de l'Assemblée nationale Abdou Karim Meckassoua ; 98 se sont finalement exprimées en faveur de sa destitution.

La question d'une perte de confiance en Abdou Karim Meckassoua a été à plusieurs reprises formulée. On lui reproche notamment d'avoir conservé des rapports, détourné des fonds et d'avoir fait du favoritisme. Abdou Meckassoua a répondu aux questions qui lui ont été posées pendant plus d'une heure, calmement, principalement en langue sango et avec des éléments concrets. Il a notamment répondu à celles concernant les soupçons de détournements de fonds liés aux kits électoraux. Mais sans réussir à retourner la

situation.

Quelques applaudissements ont salué cette destitution, accueillie par quelques larmes dans le camp Meckassoua. Certains députés se sont félicités de ce moment historique de démocratie. D'autres se sont interrogés sur la suite.

Critiques

Député du PK5, Abdou Karim Meckassoua était la figure musulmane des hautes institutions. Certains de ses détracteurs n'hésitaient d'ailleurs pas à affirmer qu'il devait sa place à son appartenance à la communauté musulmane.

Il a essuyé des critiques, ses détracteurs le considérant comme trop proche des Français. Ses derniers propos concernant la France avaient aussi été vivement critiqués par les initiateurs de la pétition. Au cours de son allocution du 1er octobre dernier, Abdou Karim Meckassoua avait appelé à appuyer les pays « partenaires prioritaires » qui ont



Abdou Karim Meckassoua

soutenu « inlassablement [le] coup y ont vu une critique de la Touadéra avec la Russie. pays dans la tempête ». Beau- récente alliance du président

Source Rfi Afrique

Mali

Deux Casques bleus burkinabè tués et d'autres blessés dans des attaques contre la Minusma

Deux Casques bleus, de nationalité burkinabè, selon Ouagadougou, ont été tués et « plusieurs autres » blessés samedi lors de deux attaques dans le nord et le centre du Mali, a annoncé la mission de l'ONU dans le pays (Minusma).

« Ce matin à l'aube, les Casques Bleus de la Minusma basés à Ber, dans la région de Tombouctou (nord), ont repoussé une attaque complexe lancée simultanément par plusieurs pick-up armés de lance-roquettes et de mitrailleuses et d'autres chargés d'explosifs et ont poursuivi les assaillants », a indiqué dans un communiqué la Minusma.

« Quelques heures plus tard, à Konna, dans la région de Mopti (centre), des Casques bleus ont également été l'objet d'une attaque à l'engin explosif improvisé (IED) », selon la même source.

« Selon un premier bilan, deux Casques bleus ont été tués et plusieurs autres blessés », a ajouté la mission de l'ONU.

« Deux soldats burkinabè ont trouvé la mort » dans une « attaque complexe » qui s'est déroulée vers 05H30 à Ber et cinq ont été blessés, a indiqué de son côté l'état-major général des armées du Burkina Faso.

Déployée en 2013, la Minusma, qui compte environ 12.500 militaires et policiers, a perdu plus de 160 Casques bleus, dont 104 dans des actes hostiles, soit plus de la moitié des soldats de l'ONU tués sur cette période dans le monde.

« Je condamne fermement cette attaque brutale qui n'entamera pas notre détermination à appuyer le Mali dans sa marche vers la paix », a déclaré le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, cité dans le communiqué.

Présentant ses condoléances, il a rappelé que « les attaques contre les Casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre » et estimé que les « auteurs de ces crimes doivent être poursuivis et payer pour leurs actes ».

L'état d'urgence au Mali, en vigueur quasiment sans interruption depuis l'attentat jihadiste contre un grand hôtel de Bamako en novembre 2015, avait été à nouveau prorogé d'un an à compter du 31 octobre mercredi, deux mois



Deux Casques bleus burkinabè tués et d'autres blessés dans des attaques contre la Minusma

après la réélection du président Ibrahim Boubacar Keïta, qui a fait de la « sécurisation » du Mali la priorité de son second mandat.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, à la faveur de la déroute de l'ar-

mée face à la rébellion à dominante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Source Rfi Afrique